

A l'Assemblée, les député-es débattent d'un projet de loi que nous rejetons !

Devant une assemblée à moitié vide, « les représentant-e-s de la Nation » ont commencé à débattre des amendements au projet de loi ferroviaire. Le gouvernement continue à mentir sur la réalité de son texte, la Droite confirme qu'elle supprimera l'établissement « de tête » dès qu'elle pourra, et la Gauche cache qu'elle n'a jamais remis en cause l'existence de RFF lorsqu'elle gouvernait. Beaucoup de mépris envers tous les cheminot-es ! Sur le terrain, nous sommes toujours nombreux et nombreuses dans les Assemblées Générales. Nous demandons des négociations, ils nous envoient les CRS ! Nous restons uni-es et déterminé-es à poursuivre le mouvement.

Pendant ce temps, les cheminot-es agissent partout en France

De très nombreuses initiatives unitaires ont été organisées au quatre coins de la France : rassemblements devant les directions régionales, devant les préfectures, occupations de locaux de travail, blocages de circulation, manifestations, distributions de tracts à la population, etc. A Paris, un rassemblement a été organisé par les fédérations CGT et SUD-Rail aux abords de l'Assemblée nationale. Déjà en 1997, nous manifestations alors que les député-es cassaient la SNCF en deux pour créer RFF : ils et elles veulent recommencer et la casser en trois !



Cette fois, les CRS nous ont maintenu-es à plusieurs centaines de mètres de l'Assemblée, usant de violence envers plusieurs collègues. Les député-es discutent de notre avenir, mais la Police nous en éloigne à coups de gaz lacrymogène et de matraques ! Jolie démocratie, où on essaie de faire taire les premier-es concerné-es, celles et ceux qui, tant bien que mal font tourner l'entreprise publique tout au long de l'année !

Pour aujourd'hui, d'autres initiatives sont prévues dans plusieurs sites ferroviaires, plusieurs villes. Nous ne relâchons pas la pression. Grève, manifestations, rassemblements, piquets de grève, occupation des locaux ... voilà « la feuille de route » des milliers de cheminot-es en colère si le gouvernement persiste.

Les fédérations CGT et SUD-Rail se rencontrent ce matin. SUD-Rail proposera une manifestation interprofessionnelle vers l'Assemblée nationale jeudi.



Député-es : ne perdez pas votre temps et notre argent à discuter d'un projet de loi qui est à revoir totalement !

Mardi, les Assemblées Générales ont reconduit massivement le mouvement, des collègues continuent à nous rejoindre et dans les collectifs de grève la nécessité de se préparer à une grève longue et dure émerge de plus en plus. C'est un vrai bras de fer qu'ils nous ont imposé, ils vont le regretter. La fédération SUD-Rail appelle les cheminot-es à amplifier le rapport de force au moment où les premiers débats parlementaires commencent. Nous avons arrêté de regarder la télévision qui continue à répandre les inepties patronales sur le taux de grévistes, le nombre de circulations ... et nous avons décidé d'occuper exclusivement le terrain de la lutte !

La direction SNCF va payer son comportement

Pépy a donné carte blanche aux dirigeant-es SNCF pour casser la grève dont il porte une grande responsabilité. Des SMS sont envoyés aux cheminot-es. Des sièges de directions régionales et nationales sont fermés pour que des « jaunes » aillent sur le terrain : avec quelle formation, quelles connaissances des métiers exercés ? La propagande patronale siglée UNSA ou CFDT est diffusée par l'encadrement...

Si le gouvernement a recours aux CRS, si la direction utilise de telles méthodes, c'est parce qu'ils craignent notre grève. Ils ne pourront pas continuer longtemps ainsi. On lâche rien, on va gagner !

Des négociations, menées avec toutes les fédérations syndicales soutenant la grève (CGT et SUD-Rail), doivent s'ouvrir pour

Réintégrer l'ensemble du système ferroviaire dans une seule entreprise publique
Arrêter l'éclatement de l'entreprise SNCF qui détruit le service public et brise des vies
Annuler de la dette imposée depuis des années aux entreprises publiques ferroviaires

Maintenir le RH 0077 et le Statut, l'améliorer et l'étendre à tous les salarié-es du secteur ferroviaire